

## "Ça ne tient plus!"

Un projet de loi de finances qui ignore les urgences du monde associatif

Paris, vendredi 17 octobre 2025

Samedi 11 octobre 2025, le monde associatif français s'est mobilisé comme jamais auparavant.

Sous la bannière « Ça ne tient plus ! », plus de 350 actions ont été organisées dans toute la France, rassemblant des milliers de citoyen-nes, bénévoles et salarié-es, pour alerter sur la crise sans précédent que traverse le secteur. Cette journée, initiée par Le Mouvement associatif marque un tournant dans la défense du tissu associatif, pilier de notre société.

Pour la première fois, les associations de tous horizons se sont unies autour d'un même cri : « Ça ne tient plus ! » pour alerter sur une situation devenue intenable et appeler à un sursaut collectif.

Avec 20 millions de bénévoles, 1,8 million de salarié-es et un impact sur toute la population, les associations voient aujourd'hui leur existence menacée et ont choisi de se mobiliser ensemble le 11 octobre pour se défendre.

Le projet de loi de finances 2026, présenté quelques jours plus tard, montre que le rôle pourtant essentiel des associations et l'urgence de leur situation financière ne sont toujours pas pris en compte à la hauteur des enjeux. Le monde associatif est confronté à de nouvelles coupes budgétaires avec notamment :

- La baisse de 26% des crédits du programme "Jeunesse et Vie associative". Conséquences directes : 40 000 services civiques en moins, alors que la santé mentale des jeunes, pourtant Grande Cause nationale 2025, continue à se dégrader dangereusement ; Suppression du dispositif "Colos apprenantes" quand 3 millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année.
- La réduction importante du budget dédié à l'insertion par l'activité économique, amputé de 541 millions d'euros, sacrifie directement le développement local et l'insertion socio-professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.
- La diminution de 60% des autorisations d'engagements en faveur de la promotion du sport pour tous, montrant que le souhait de démocratiser l'accès au sport à la suite des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 est bien lointain.
- Une amputation de 40 % du budget alloué à l'économie sociale et solidaire, incluant une forte réduction des moyens du Dispositif local d'accompagnement (DLA), alors même que la France accueillera fin octobre le Forum mondial de l'ESS et que les associations représentent 10 % de l'emploi privé.
- Une nouvelle baisse de 700 millions frappe le budget de la solidarité internationale, déjà à un niveau historiquement bas (-40% entre 2024 et 2025), au moment même où la disparition de l'Agence américaine pour le développement international accentue les tensions, dans un contexte géopolitique instable où les crises humanitaires s'aggravent.
- Une réduction de 16 millions d'euros du Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique (FSER), ramenant son enveloppe de 35 à 19 millions d'euros, soit une baisse de 44 % par rapport à 2025. C'est une nouvelle attaque frontale contre les moyens d'expression à disposition des associations.

# CANETIENTPLUS



Contact presse :
Fula Mesika
fmesika@lemouvementassociatif.org





Nous vivons une nouvelle aggravation globale de la précarisation du tissu associatif au risque de priver la société d'un acteur essentiel à la cohésion sociale et soucieux de ne laisser personne de côté. Non seulement les associations ont déjà payé le coût des baisses budgétaires en 2025 mais c'est encore à elles de servir de variable d'ajustement en 2026.

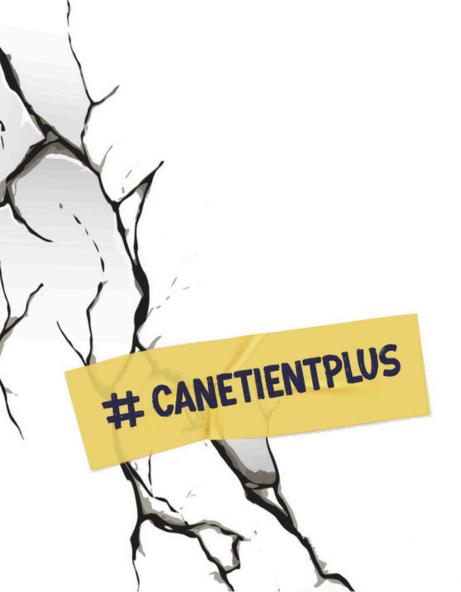
Ces nouvelles coupes frappent un secteur déjà à bout de souffle. D'après le 2e volet de l'enquête sur la santé financière des associations, menée en septembre 2025 par Le Mouvement associatif et ses partenaires, près de 90 000 emplois sont aujourd'hui menacés, des postes essentiels à la vie quotidienne et au lien social. Une association sur deux a vu ses financements publics reculer, et près de 40 % envisagent de réduire leurs activités, alors même qu'elles sont en première ligne pour répondre aux besoins de la société.

De Paris à Pointe-à-Pitre, en passant par Marseille, Nantes, Lyon, Morlaix, Brive-la-Gaillarde, le message était limpide en ce samedi 11 octobre : les associations ne sont pas une variable d'ajustement budgétaire. Pourtant, il semble ne pas avoir été compris par les pouvoirs publics.

Et maintenant ? Cette mobilisation n'était qu'une première étape et le vote du budget 2026 confirme que le bras de fer ne fait que commencer. Les associations appellent les pouvoirs publics à entendre leur voix et à agir sans délai pour sauver un secteur qui, chaque jour, fait vivre la démocratie et la solidarité.

## Pour aller plus loin:

- SEnquête sur la santé financière des associations (septembre 2025)
- Cartographie des actions du 11 octobre
- Liste des actions du 11 octobre et contacts
- Site dédié canetientplus.org





Contact presse :
Fula Mesika
fmesika@lemouvementassociatif.org

